

Colloque international sur le thème "Français juridique et science du droit", Moncton (Nouveau-Brunswick, Canada), 20 et 21 septembre 1993

L'École de droit de l'Université de Moncton (Nouveau-Brunswick, Canada) a organisé les 20 et 21 septembre 1993 un colloque international intitulé "Français juridique et science du droit". Cette manifestation a réuni 22 spécialistes du droit et de la langue placés sous la présidence de Gérard Cornu, professeur émérite de l'Université de Paris II. Le comité scientifique du colloque, composé de quatre personnalités animées par Gérard Snow, directeur du Centre de traduction et de terminologie juridiques de l'École de droit, s'est réparti la conduite des débats qui ont eu lieu pendant quatre demi-journées. Le comité avait invité 18 collaborateurs et collaboratrices à rédiger une contribution d'une vingtaine de pages sur un sujet de leur choix en relation avec le thème du colloque. On trouvait parmi ces personnes des professeurs de droit et de linguistique venus de France, de Belgique, des États-Unis et du Canada, ainsi que des juristes, des linguistes et des traducteurs en provenance de France, de Suisse et du Canada. Les contributions avaient été commandées suffisamment à l'avance pour pouvoir être photocopées, reliées et envoyées à tous les collaborateurs et collaboratrices au mois de juillet 1993.

Conformément à ce que le comité scientifique avait décidé, il n'y a pas eu d'exposés oraux des participants au colloque; les deux jours de réunion ont été réservés aux discussions suscitées par les contributions. Un membre du comité scientifique par demi-journée a eu pour mission d'amorcer le débat par un court exposé introductif, puis de le mener. Les quatre thèmes de discussion retenus étaient les suivants:

- les rapports entre le droit et la langue;
- la formulation du droit;
- la transposition linguistique;
- les perspectives d'avenir.

Le monde juridique canadien se caractérise par la cohabitation de deux systèmes juridiques fondamentalement différents qui sont la "common law" et le "droit civil", la première étant d'inspiration anglo-saxonne et le second d'inspiration française. Chacune de ces sphères juridiques est rattachée à une communauté linguistique, la première aux anglophones, la seconde aux francophones. L'observateur européen que j'étais a rapidement compris que les liens entre systèmes juridiques et communautés linguistiques ne sont pas rigides et que la common law n'est pas "le droit des Canadiens anglophones" ni le droit civil "la loi des Québécois et des Acadiens". Les Canadiens font de la common law en français et du droit civil en anglais. L'Ecole de droit de l'Université de Moncton comprend précisément le Centre international de la common law en français (CICLEF). Le droit civil en anglais est pour sa part enseigné à l'Université anglaise de Montréal (Université McGill).

L'existence de deux systèmes juridiques dans un même pays, appelée "*bijuridisme*", place parfois nos collègues canadiens devant des difficultés presque insurmontables lorsqu'ils doivent transposer des notions d'un modèle de droit dans l'autre. Il ne s'agit pas d'une traduction de notions d'une langue vers l'autre, mais d'une recherche de la notion équivalente dans la seconde langue. Et c'est là que réside tout le problème: que faire lorsqu'une institution de la common law n'a pas de correspondant en droit civil ou vice-versa? Le juriste suisse, confronté quotidiennement à des problèmes de *bilinguisme*, constate que s'il n'est pas toujours aisé de traduire des actes législatifs de l'allemand vers le français ou le contraire, il est certainement beaucoup plus ardu de transposer de tels textes d'un système juridique dans un autre! Cette situation particulière a fait naître au Canada une branche professionnelle que nous ne connaissons pas chez nous: les "jurilinguistes" qui ont étudié à la fois le droit et la linguistique. Les jurilinguistes pratiquent le droit comparé, seule démarche possible lorsqu'il s'agit de transcrire des notions juridiques d'un système de droit dans un autre. Les débats du colloque m'ont fait découvrir l'importance de cette méthode et son utilité pour la traduction des actes législatifs.

Les discussions de la dernière demi-journée du colloque sur le thème des perspectives d'avenir ont clairement fait apparaître que les Canadiens possèdent une longueur d'avance sur leurs collègues européens dans le domaine de la transposition linguistique des actes législatifs. Il faut es-

pérer que nous, juristes et linguistes européens, saurons tirer profit du modèle canadien.

Le colloque de Moncton a donné aux invités venus de l'ancien monde l'occasion non seulement de faire la connaissance de jurilinguistes, de discuter avec eux et d'établir des liens de sympathie, mais aussi d'admirer les fruits de leurs travaux, tels que des dictionnaires, des glossaires, des fichiers terminologiques, etc. Nous avons également eu le privilège de visiter le département de linguistique et de traduction de l'Université de Montréal et l'Office de la langue française qui se trouve dans cette même ville.

J'avoue mon admiration pour ces Canadiens et Canadiennes qui déploient des efforts considérables pour faire cohabiter dans leur pays deux modèles juridiques si différents et les rendre compréhensibles aux membres des deux communautés linguistiques nationales. Je leur exprime ici toute ma gratitude de m'avoir invité à ce colloque. Leur accueil, empreint d'une générosité et d'une sympathie hors du commun, restera un splendide souvenir.

GÉRARD CAUSSIGNAC, BERNE

Veranstaltungskalender - Calendrier - Calendario - Chalender

1. Murtener Gesetzgebungsseminare

Die Seminare sollen den Teilnehmerinnen und Teilnehmern durch Referate, Erfahrungsaustausch und Gruppenarbeiten Kenntnisse vermitteln über praktische Methoden für die Erarbeitung von Gesetzen, über die sprachlich einfache und adressatengerechte Formulierung von Erlassen und über den Aufbau und die Systematik von Erlassen.

Seminarleitung:

*Prof.Dr. Thomas Fleiner-Gerster, Institut für Föderalismus, Freiburg
(037/21'95'92)*

*lic.phil. Werner Hauck, Schweizerische Bundeskanzlei, Bern
(031/322'37'34)*

Seminar I

Thema: Allgemeine Fragen der Gesetzesredaktion
Datum: Mittwoch, 16. November - Freitag, 18. November 1994
Ort: Murten, Hotel "Weisses Kreuz"
Referate: Thomas Fleiner
Wie schreibt man einfache Gesetze?
Normtypen und Gesetzmässigkeit der Gesetzessprache
Lidija Basta
Verfassungs- und gesetzgebende Gewalt
Werner Hauck
Einfache Gesetzessprache. Nicht nur ein Sprachproblem
Daniel Thürer
Europarecht und Gesetzgebung von Bund und Kantonen

Seminar II

- Thema: Delegationsnormen und Übergangsrecht
Datum: Mittwoch, 8. März - Freitag, 10. März 1995
Ort: Murten, Hotel "Weisses Kreuz"
Referate: Thomas Fleiner
Die Formulierung der Delegationsnorm
Die Formulierung von Übergangsbestimmungen
Peter Hänni
Das Verhältnis von Gesetz und Verordnung im Lichte der Praxis des Bundesgerichts
Werner Hauck
Was kann die sprachliche Prüfung von Erlassen leisten?
Georg Müller
Die Verteilung der Rechtsetzungsbefugnisse im demokratischen Rechtsstaat

2. Séminaires de méthode législative

Ces séminaires ont pour but de familiariser les participantes et participants avec la démarche méthodique en matière d'élaboration d'actes législatifs. Ils les amènent à s'interroger sur leur propre pratique et leur offrent la possibilité d'appliquer les méthodes et techniques proposées dans le cadre d'exercices pratiques. Les séminaires ne s'adressent pas seulement aux juristes. Ils sont ouverts à toutes les personnes qui s'intéressent aux problèmes posés par la préparation d'actes législatifs.

Direction des séminaires:

Jean-Daniel Delley, Centre d'étude, de technique et d'évaluation législatives, Faculté de droit, Université de Genève, Bd Carl-Vogt 102, 1211 Genève 4, Tél. 022/ 705 85 23 ou 022 705 85 34.

Session introductive

Aura lieu du 2 au 4 novembre 1994, à Montreux.

Cette session est destinée à donner une introduction à la démarche méthodique en matière d'élaboration d'actes législatifs. Comment procéder pour analyser et définir le problème à résoudre, pour déterminer les objectifs de l'action législative et pour choisir les instruments adéquats?

Renseignements et inscriptions:

Madame D. Ntarataze, Département de droit constitutionnel, Faculté de droit, UNI MAIL, Bd Carl-Vogt 102, 1211 Genève 4, tél. 022/ 705 85 20/23, fax 022/ 705 85 36.

3. Mehrsprachigkeit im Alpenraum

Das Universitäre Forschungszentrum für Mehrsprachigkeit der Universität Bern veranstaltet eine Tagung zum Thema Mehrsprachigkeit im Alpenraum. Gegenstand der Tagung sind die institutionelle und individuelle Mehrsprachigkeit im Alpenraum. Die geographischen Bedingungen der Alpen als Lebensraum, historische und politische Faktoren haben dazu geführt, dass auf dem Gebiet der heutigen Nationalstaaten verschiedene kleinere und grössere Sprachminderheiten entstanden sind. Manche von ihnen, wie die deutschsprachigen Walser im Piemont, haben nur noch wenige Überlebenschancen. Andere - wie die Rätoromanen in Graubünden - kämpfen auf politischer und kultureller Ebene um ihr Weiterbestehen. Überall stellt sich die Frage nach der individuellen Mehrsprachigkeit und ihrer Förderung durch Schule und Staat. Die Einflüsse von Tourismus, ökonomisch motivierter Migration und politischem Autonomiebestreben führen zu unterschiedlichen Randbedingungen für die verschiedenen Sprachgemeinschaften. Eine Reihe von Referenten aus Italien, Österreich und der Schweiz wird über sprachwissenschaftliche, geographische, demographische und soziologische Aspekte der Mehrsprachigkeit im Alpenraum sprechen; Institutionen, die sich mit Minderheitenfragen beschäftigen, stellen ihre Arbeit vor.

Datum: Montag, 22. August - Mittwoch, 24. August 1994
Ort: Aula des alten Spitals, Brig-Glis

Organisation und Auskunft:

Prof. Dr. I. Werlen, Universitäres Forschungszentrum für Mehrsprachigkeit, Länggassstrasse 49, 3000 Bern 9, Tel.: 031 / 631 80 05, Fax: 031 / 631 36 03.

4. Internationale Konferenz zum Sprachenrecht

Die "International Academy of Language Law" (Montreal) und das Institut für Föderalismus der Universität Freiburg organisieren im September 1994 eine internationale Konferenz um Thema "Recht und Unterrichtssprache". Das Hauptthema der Konferenz umfasst alle Fragen im Zusammenhang mit dem Recht und der Sprache im Unterricht, insbesondere in mehrsprachigen Gebieten. Dabei wird sowohl die Unterrichtssprache als auch die unterrichtete Sprache berücksichtigt.

Datum: Mittwoch, 14. September - Samstag, 17. September 1994
Ort: Universität Freiburg

Organisation und Koordination:

Mme Joëlle Cousinou, Institut für Föderalismus, Rte d'Englisberg 7, 1763 Granges-Paccot, Tel.: 037 / 219 591, Fax: 037 / 219 701

Teilnahmegebühr:

Die Gebühr wird Fr. 300.-- betragen; inbegriffen sind: Teilnahme an der Konferenz; zwei Mittagmahlzeiten (Donnerstag und Freitag); ein Abendessen; Kaffees usw.; Zustellung der gesammelten publizierten Beiträge.

5. Seminar zur Gesetzgebungslehre an der Universität Wien

Datum: Donnerstag, 3. November - Freitag, 4. November 1994

Ort: Universität Wien, Juridicum, Seminarraum 61

Referate: Dr. Ursula Achtsnit

Gesetzesinflation und die Devaluierung des Rechts

Mag. Manfred Bohuslav

Wiederverlautbarungen als Instrument der Rechtsbereinigung

Robert Brunner

Selbstbindungsgesetze

Dr. SC Dr. Walter Dohr

Kann die Gesetzgebung von der Kontrolltätigkeit der Volksanwaltschaft profitieren?

Thomas Frad

Überlegungen zu einer Neufassung des ÖH-Gesetzes

Ing. Mag. Winfried Ginzinger

Methoden der materiellen Derogation

Dr. Meinrad Handstanger

Staatsorganisation

Mag. Norbert Knittler

Psychoanalyse der Gesetzgebung

Rechtsanwalt Dr. Alfred Noll

Entwicklung des Gleichheitsgrundsatzes

Dr. Karl Purzner

Übermäßige Verrechtlichung aus kulturpathologischer Sicht

Mag. Peter Stastny

Vefassungsdemontage

MR Mag. Dr. Gerhard Ungersböck

Geschichte der Rechtsbereinigung in Österreich

SC Dr. Friedrich Wirth

Rechtsbereinigung und ASVG

6. International Conference on Legal Language

A conference on legal language will be held. The aim of the conference is to support the dialogue between lawyers concerned with linguistics and linguists concerned with law and specializing in legal language. Cooperation and interchange between the two groups are of utmost importance to strengthen and further develop the work of the both parties.

The plenary lectures of the conference will be given by lawyers, and by linguists.

Date: August 24 to 27, 1994

Place: The Aarhus School of Business, Aarhus, Denmark

The conference will take the form of paper sections and workshops. Especially, the workshops will focus on the exchange of experience between lawyers and linguists. We anticipate a wide range of subjects in the field of law and linguistics. At present, the following topics have been proposed:

- Sections:
- Comprehensibility of legal language
 - Discourse analysis and law
 - Legal linguistics
 - Translation of legal texts
- Workshops:
- Legal lexicography
 - Methode of analysing legal language
 - Legal usage
 - Practical translation
 - Plain legal language
 - Problems for lawyers in going plain
 - "The devil's advocate: Can linguistics and law be of mutual help?"

Information and Registration:

Jan Engberg, The Aarhus School of Business, Fuglesangs Alle 4, 8210 Aarhus, V, Denmark, Phone: + 45 86 155588; Fax: + 45 86 157727.